

2° moet het voorwerp uitmaken van een bilaterale samenwerkingsovereenkomst, bedoeld in artikel 18, § 1, 2°, binnen vijf jaar na de inwerkingtreding van dit decreet; indien binnen deze termijn geen bilaterale overeenkomst is ondertekend, kunnen alleen de procedures worden voortgezet die reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot verwantschap overeenkomstig artikel 35, § 3, 6° en 7°. ».

Art. 45. Dit besluit treedt in werking op de datum bepaald door de Regering en ten laatste op de datum van inwerkingtreding bepaald bij artikel 47 van de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 juni 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 776-1. - Commissieamendementen, nr. 776-2. - Commissieverslag, nr. 776-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 776-4. - Vergaderingsamendementen, nr. 776-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 776-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming. - Vergadering van 27 maart 2019.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202967]

11 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en ce qui concerne la gestion des risques de pollutions ponctuelles liées aux manipulations des produits et effluents phytopharmaceutiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7 et 8;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, l'article D.161;

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, l'article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3.000 litres et inférieure à 25.000 litres;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon;

Vu le rapport du 4 décembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du pôle « Environnement », donné le 13 février 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 1^{er} mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3.000 litres et inférieure à 25.000 litres*

Article 1^{er}. L'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3.000 litres et inférieure à 25.000 litres, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et sans préjudice de l'application de l'article 17, pour les aires de ravitaillement et de remplissage combinées à des aires de manipulation de produits phytopharmaceutiques établies dans le cadre d'activités agricoles au sens de l'article D.3, 1^o, du Code wallon de l'Agriculture, l'évacuation des eaux de l'aire combinée peut se faire selon deux circuits : un circuit spécifique pour les effluents phytopharmaceutiques qui ne passe pas par le séparateur d'hydrocarbures et un deuxième circuit pour tous les autres effluents et les eaux pluviales qui passe par le séparateur d'hydrocarbures. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon*

Art. 2. L'article 10 de l'arrêté du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon est complété par les 10^o, 11^o, 12^o, 13^o, 14^o et 15^o, rédigés comme suit :

« 10^o aire étanche : une aire recouverte d'un matériau étanche et résistant mécaniquement et chimiquement en vue d'empêcher toute infiltration dans le sol des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants;

11^o organisme de conseil délégué : l'asbl PROTECT'eau;

12^o prestataire externe : un opérateur extérieur à l'exploitation qui procède au traitement des effluents stockés sur celle-ci au moyen d'un système de traitement mobile;

13^o sol recouvert d'une végétation herbacée : une surface plane recouverte de végétation herbacée permanente, clairement identifiée et dédiée aux opérations de manipulation des produits phytopharmaceutiques. Il ne peut s'agir en aucun cas d'une zone de pâturage occupée par des animaux;

14^o substrat biologique : un mélange de différentes matières dont des matières organiques telles que de la paille ou du compost et dont la composition et la texture permettent le développement de la biomasse qui va dégrader les résidus de pesticides tout en évitant la formation de chenaux préférentiels;

15^o système de traitement : tout procédé physique, chimique ou biologique destiné à traiter les effluents phytopharmaceutiques à l'exclusion des systèmes basés sur le principe de dilution. ».

Art. 3. L'article 12 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les opérations de manipulation de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel et de leurs adjuvants ont lieu au champ ou sur un sol recouvert d'une végétation herbacée ou sur une aire étanche.

Les eaux polluées par des produits phytopharmaceutiques déversées sur l'aire étanche sont drainées vers un système de traitement. Elles peuvent également être stockées soit en vue de leur traitement ultérieur par un prestataire externe, soit dans l'attente de leur enlèvement par un collecteur agréé en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Le réseau de collecte des eaux issues de cette aire permet d'isoler les eaux polluées par les produits phytopharmaceutiques des eaux pluviales.

La longueur et la largeur de l'aire étanche ou de l'aire constituée d'un sol recouvert de végétation herbacée sont au moins égales à la longueur et à la largeur du matériel de pulvérisation, rampes repliées, augmentées de trois mètres pour permettre à l'utilisateur professionnel de circuler facilement autour du matériel de pulvérisation. »;

2^o entre le paragraphe 2 et le paragraphe 3, est inséré un nouveau paragraphe 2/1, rédigé comme suit :

« § 2/1. Lorsque des effluents phytopharmaceutiques sont stockés avant traitement, ce stockage est effectué dans un réservoir de stockage tampon dont les caractéristiques, à l'exception de la capacité, sont identiques aux conditions relatives au dispositif de rétention fixées à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel.

Sa capacité est suffisante pour permettre le stockage des effluents phytopharmaceutiques avant traitement et éviter tout débordement.

Si le réservoir de stockage tampon est enterré, ses caractéristiques sont identiques à celles définies à l'alinéa premier sans préjudice des obligations spécifiques liées aux zones de prévention de captage et reprises aux articles R.166 et R.167 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau.

La capacité visée à l'alinéa 2 est calculée sur base du volume total d'effluents phytopharmaceutiques produits sur une année et de la capacité de traitement du système de traitement utilisé ou de la fréquence à laquelle l'utilisateur fait appel à un prestataire externe ou à un collecteur agréé visés au paragraphe 1^{er}. »;

3^o dans le paragraphe 3, les mots « et la preuve du dimensionnement du stockage tampon. » sont insérés après le mot " utilisé »;

4^o il est complété par un paragraphe 4 et un paragraphe 5, rédigés comme suit :

« § 4. Les conditions d'implantation de l'aire étanche ou de l'aire constituée d'un sol recouvert d'une végétation herbacée sont fixées conformément aux distances prévues à l'article 4 de l'arrêté du 13 juin 2013 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel.

§ 5. Lorsque le remplissage, le rinçage ou le nettoyage interne et externe du matériel de pulvérisation est réalisé au champ les conditions suivantes sont respectées :

1° pour le remplissage de la cuve, un système anti-retour fonctionnel est soit installé sur la cuve elle-même, soit dissocié du pulvérisateur;

2° pour le rinçage et le nettoyage de l'intérieur de la cuve et du circuit de pulvérisation, une cuve d'eau de rinçage, embarquée sur ou connectable, au matériel de pulvérisation est équipée dont le volume est au minimum égal soit :

a) à dix pour cent du volume nominal, si la cuve est équipée d'une buse de rinçage interne;

b) à vingt pour cent du volume nominal de la cuve, à défaut de buse de rinçage interne;

3° pour le nettoyage externe, une cuve d'eau de rinçage embarquée ou connectable au matériel de pulvérisation, pouvant également servir au rinçage ou nettoyage interne de la cuve et du circuit de pulvérisation, ainsi qu'une lance ou un pistolet assorti d'un tuyau d'une longueur suffisante pour permettre de travailler autour du matériel de pulvérisation, raccordés à une pompe sont équipés. ».

Art. 4. Dans le même arrêté est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

« Art. 12/1. L'aire étanche peut être utilisée à d'autres fins que la réalisation des opérations de manipulation des produits phytopharmaceutiques et le nettoyage du matériel utilisé pour l'application des produits phytopharmaceutiques, pour autant que les différents types d'eaux ou de polluants déversés sur cette aire ne soient pas mélangés aux effluents phytopharmaceutiques et soient gérés en respectant la législation en vigueur.

Cette aire ne peut être utilisée simultanément pour plusieurs usages. ».

Art. 5. Dans le même arrêté est inséré un article 13/1, rédigé comme suit :

« Art.13/1. Les équipements prévus aux alinéas 2 et 3 de l'article 12, § 1^{er}, ne sont pas obligatoires lorsque l'aire étanche est utilisée uniquement pour remplir la cuve destinée à mélanger les produits phytopharmaceutiques à usage professionnel à de l'eau avant leur application, si celle-ci comprend :

1° soit, un système permettant l'arrêt automatique du remplissage tel qu'un volucompteur à arrêt automatique ou une jauge électronique reliée à l'arrivée d'eau;

2° soit, une citerne intermédiaire d'eau claire d'un volume au maximum équivalent au volume du pulvérisateur;

3° soit, un système permettant de retenir l'attention de l'opérateur lors du remplissage tel que notamment un système d'alarme de type sifflet ou un système « no stress » devant être maintenu constamment dans sa position par l'opérateur pour permettre le remplissage. ».

Art. 6. Dans l'article 14 du même arrêté, les mots « dans un cours d'eau, un étang ou » sont abrogés.

Art.7. Dans le même arrêté, au chapitre II, section 4, sous-section 4, est inséré un nouvel article 14/1 rédigé comme suit :

« Art.14/1. § 1^{er}. Les utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques déclarent annuellement la façon dont ils gèrent leurs effluents phytopharmaceutiques soit via le modèle de formulaire visé en annexe 3 soit via la demande unique au sens de l'article D.22. du Code wallon de l'Agriculture.

Le formulaire est envoyé à l'Administration par courrier simple ou par courriel à l'adresse reprise sur le formulaire.

Si l'utilisateur professionnel a recours à un système de traitement, il s'assure que celui-ci est dimensionné de manière adéquate selon les spécifications du système. Les éléments qui ont permis le dimensionnement sont gardés à disposition des agents visés à l'article D.140 du Livre Ier du Code de l'Environnement. Il peut s'agir d'un compte-rendu de visite technique réalisée par l'organisme de conseil délégué à la demande de l'utilisateur.

§ 2. Les utilisateurs professionnels consignent dans un registre la façon dont ils gèrent leurs effluents phytopharmaceutiques. Ce registre reprend au moins les informations suivantes :

1° le type d'opération réalisée y compris maintenance annuelle, renouvellement du substrat, réparation, stockage tampon, traitement ou enlèvement d'effluents;

2° la date de l'opération;

3° le cas échéant, la quantité d'effluents stockée, traitée ou enlevée ainsi que les produits phytopharmaceutiques présents dans l'effluent;

4° l'identification de l'opérateur;

5° la méthode de traitement. ».

Art. 8. Dans l'article 15 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le cas échéant, l'opération visée à l'alinéa 1^{er} peut être réalisée à l'aide d'un système de rinçage des bidons, embarqué sur ou connectable à la cuve. ».

Art. 9. § 1^{er}. A l'article 16, paragraphe 1^{er}, deuxième alinéa, du même arrêté, les mots « ou fond de cuve résiduel » sont insérés entre les mots « fond de cuve » et les mots « résultant d'une première application ».

§ 2. A l'article 16, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « une installation » sont remplacés par les mots « un système »;

2° après les mots « effluents phytopharmaceutiques » sont ajoutés les mots « ou, stockés en vue d'un traitement ultérieur par un prestataire externe ou dans l'attente d'un enlèvement par un collecteur agréé en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. ».

Art. 10. A l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa premier est complété par ce qui suit :

« ou en vue d'un traitement ultérieur par un prestataire externe ou par un système de traitement adapté aux effluents non dilués sans préjudice de l'application de la législation relative aux déchets. »;

2° l'article 17 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Pour autant qu'elles conservent toute leur efficacité, les bouillies d'herbicide total non utilisées peuvent être conservées pour une utilisation ultérieure en traitement localisé avec un pulvérisateur à lance ou à dos ou par injection ou badigeonnage de souches. Elles sont considérées comme des produits phytopharmaceutiques prêts à l'emploi et sont conservées dans le local de stockage des produits avec une identification adéquate.

Si le volume de la bouillie non utilisée est tel qu'un stockage dans le local de stockage est impossible, celui-ci est maintenu dans la cuve du pulvérisateur qui reste stationné sur l'aire de remplissage. ».

Art. 11. Dans le même arrêté, il est inséré un article 17/1, rédigé comme suit :

« Art.17/1. § 1^{er}. Les eaux résiduelles produites par les systèmes de traitement ne sont pas rejetées dans les égouts ni dans les eaux de surface ou souterraines.

Les eaux résiduelles sont appliquées soit au champ soit sur un sol recouvert d'une végétation herbacée ou réutilisées pour la préparation d'un traitement herbicide total ultérieur sous la responsabilité de l'utilisateur.

En cas de stockage des eaux résiduelles avant application, le stockage est effectué :

1^o soit, dans le réservoir de stockage tampon destiné aux effluents d'élevage en respectant la législation en vigueur en matière de stockage d'effluents d'élevage, notamment le programme de gestion durable de l'azote en agriculture;

2^o soit, dans un réservoir de stockage tampon dont les caractéristiques, à l'exception de la capacité, sont identiques aux conditions relatives au dispositif de rétention fixées à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel.

§ 2. Les substrats d'un système de traitement fonctionnant au moyen d'un substrat biologique sont éliminés en mélange avec des effluents d'élevage solides tels que les fumiers et des composts de déchets verts ou composts urbains. Le substrat biologique alimentant le système est renouvelé régulièrement selon les prescriptions prévues par le constructeur ou le conseiller.

Les substrats sont épandus avec ces amendements organiques à raison d'un mètre cube maximum par hectare de culture ou de prairie en respectant la législation en vigueur en matière d'épandage d'amendements organiques, notamment le programme de gestion durable de l'azote en agriculture.

Lorsque les substrats saturés sont stockés avant leur épandage avec les amendements organiques susmentionnés, le stockage respecte la législation en vigueur en matière de stockage de ces amendements organiques, notamment le programme de gestion durable de l'azote en agriculture.

§ 3. Les déchets issus d'un système de traitement, en particulier s'il s'agit de supports filtrants, tels que les charbons actifs, de membranes et de filtres, ou de concentrés liquides ou solides issus des procédés de séparation physique, sont éliminés selon la législation relative aux déchets dangereux en vigueur. ».

Art. 12. L'article 18 du même arrêté est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Les conditions d'implantation des installations de stockage d'effluents phytopharmaceutiques avant traitement ou d'implantation de stockage de déchets ou d'eaux résiduelles issus du traitement ainsi que d'implantation des systèmes de traitement proprement dits sont fixées conformément aux distances précisées à l'article 4 de l'arrêté du 13 juin 2013 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel. ».

Art. 13. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 3 qui est jointe en annexe I au présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 14. § 1^{er}. Les systèmes de traitement ou les installations de stockage d'effluents phytopharmaceutiques, d'eaux résiduelles ou de déchets issus du traitement, installés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, restent utilisables moyennant le respect des conditions visées au présent article.

§ 2. Les détenteurs de systèmes de traitement visés au paragraphe 1^{er} signalent à l'Administration, par envoi recommandé avec accusé de réception, le type de système détenu et la date de début d'utilisation selon le modèle de formulaire repris en annexe 2 du présent arrêté dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de ce dernier.

§ 3. Les systèmes de traitement ou les installations de stockage d'effluents phytopharmaceutiques, d'eaux résiduelles ou de déchets issus du traitement visés au paragraphe 1^{er} ne nuisent pas à l'environnement, telles que :

1^o tout rejet direct vers les eaux de surface, les eaux souterraines ou les égouts;

2^o le non-respect des conditions de gestion des eaux résiduelles, des substrats et autres sous-produits de traitement conformément à l'article 11 du présent arrêté;

3^o un mauvais état et un mauvais entretien du système en ce compris l'absence du registre prévu par l'article 7 du présent arrêté;

4^o un dimensionnement inadéquat et inadapté du système ou du stockage aux volumes d'effluents phytopharmaceutiques actuellement produits sur l'exploitation.

Sans préjudice des pouvoirs des agents constatateurs visés à l'article D.140 du Livre Ier du Code de l'Environnement, un compte-rendu d'une visite technique réalisée par l'organisme de conseil délégué à la demande de l'utilisateur peut attester du respect des conditions fixées à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 3.

Tous les éléments de preuve doivent être gardés à disposition des agents visés à l'article D.140 du Livre Ier du Code de l'Environnement.

Art. 15. L'article 12, § 1^{er}, alinéa 4, et l'article 12, § 4, de l'arrêté du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon ne s'appliquent pas aux aires étanches aménagées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 16. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe I

Annexe III à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon

Modèle de formulaire de déclaration des utilisateurs professionnels en ce qui concerne le traitement des effluents phytopharmaceutiques

<p>A renvoyer à : SPW-DGARNE-DEE Cellule Intégration Agriculture & Environnement Avenue Prince de Liège, 15 5100 JAMBES (Namur)</p>
<p>(ou par courriel à l'adresse : STEPHY.dgarne@spw.wallonie.be) Je soussigné,....., déclare, pour l'année..... : - effectuer le remplissage de mon matériel de pulvérisation (*) :</p> <ul style="list-style-type: none"> . soit au champ; . soit sur un sol recouvert de végétation herbacée; . soit sur une aire recouverte d'un matériau étanche résistant mécaniquement et chimiquement et reliée à un système de traitement des effluents phytopharmaceutiques, en abrégé STEPHY, ou à une unité de stockage; . sans objet (je n'ai pas de matériel de pulvérisation). <p>(*) : Biffer la mention inutile</p> <p>- effectuer les opérations de rinçage et de nettoyage (interne et externe de mon matériel de pulvérisation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> . soit au champ; . soit sur un sol recouvert de végétation herbacée; . soit sur une aire recouverte d'un matériau étanche résistant mécaniquement et chimiquement et reliée à un STEPHY ou à une unité de stockage; . sans objet (je n'ai pas d'effluents phytopharmaceutiques). <p>(*) : Biffer la mention inutile</p> <p>Date Signature</p>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 modifiant divers arrêtés en ce qui concerne le traitement des effluents phytopharmaceutiques.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
 W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
 des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
 C. DI ANTONIO

Annexe II

Déclaration de détention d'un système de traitement des effluents phytopharmaceutiques installé avant l'entrée en vigueur de présent arrêté

Service public de wallonie agriculture, Ressources naturelles et environnement

Coordonnées du déclarant :

.....

Adresse de l'installation :

.....

Description de l'installation :

- Type : (ex : biofiltre en auto-construction)

.....
 - Système auto-construit : oui / non (biffer la mention inutile)

Je m'engage à poursuivre l'utilisation de mon système de traitement des effluents phytopharmaceutiques en respectant les conditions suivantes :

. Absence de rejet direct : Les eaux polluées par des produits phytopharmaceutiques ne peuvent en aucun cas atteindre une eau de surface ou une eau souterraine, un captage, un piézomètre ou un point d'entrée d'égout public.

. Le cas échéant, les eaux résiduelles produites par le système de traitement sont gérées conformément à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en ce qui concerne le traitement des effluents phytopharmaceutiques.

. Les systèmes de traitement et les installations de stockages des effluents phytopharmaceutiques et des déchets ou eaux résiduelles issus du traitement installés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont implantés conformément à l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en ce qui concerne le traitement des effluents phytopharmaceutiques.

. Le système est en bon état et entretenu. Les opérations de maintenance du système de traitement sont consignées dans le registre mentionné à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en ce qui concerne le traitement des effluents phytopharmaceutiques.

. Le système est dimensionné en fonction des volumes d'effluents phytopharmaceutiques produits actuellement sur l'exploitation.

Je prends acte que les services compétents de l'Administration peuvent venir vérifier le respect de ces conditions à partir de la date de l'accusé de réception du présent document par l'Administration.

Date et signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 modifiant divers arrêtés en ce qui concerne le traitement des effluents phytopharmaceutiques.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202967]

11. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse im Bereich des Risikomanagements hinsichtlich punktueller Verschmutzungen in Verbindung mit dem Umgang mit Pflanzenschutzmitteln und Pflanzenschutzmittelrückständen

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4, 5, 7 und 8;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.161;

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft, Artikel 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für den Vertrieb von flüssigen Kohlenwasserstoffen mit einem Flammpunkt von über 55 °C bis 100 °C für Motorfahrzeuge zu gewerblichen Zwecken außer dem Verkauf an die Öffentlichkeit, wie z.B. die Verteilung von Kohlenwasserstoffen zwecks der Versorgung einer durch den Betrieb selbst verwalteten Fahrzeugflotte oder auf eigene Rechnung, wobei diese Anlagen maximal zwei Zapfhähne haben und soweit die Kapazität des Lagers für flüssige Kohlenwasserstoffe bei mindestens 3 000 Litern und unter 25 000 Litern liegt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt als Anlage beigefügt zu werden;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 4. Dezember 2017;

Aufgrund der am 13. Februar 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Aufgrund des am 1. März 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für den Vertrieb von flüssigen Kohlenwasserstoffen mit einem Flammpunkt von über 55 °C bis 100 °C für Motorfahrzeuge zu gewerblichen Zwecken außer dem Verkauf an die Öffentlichkeit, wie z.B. die Verteilung von Kohlenwasserstoffen zwecks der Versorgung einer durch den Betrieb selbst verwalteten Fahrzeugflotte oder auf eigene Rechnung, wobei diese Anlagen maximal zwei Zapfhähne haben und soweit die Kapazität des Lagers für flüssige Kohlenwasserstoffe bei mindestens 3 000 Litern und unter 25 000 Litern liegt

Artikel 1 - Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für den Vertrieb von flüssigen Kohlenwasserstoffen mit einem Flammpunkt von über 55 °C bis 100 °C für Motorfahrzeuge zu gewerblichen Zwecken außer dem Verkauf an die Öffentlichkeit, wie z.B. die Verteilung von Kohlenwasserstoffen zwecks der Versorgung einer durch den Betrieb selbst verwalteten Fahrzeugflotte oder auf eigene Rechnung, wobei diese Anlagen maximal zwei Zapfhähne haben und soweit die Kapazität des Lagers für flüssige Kohlenwasserstoffe bei mindestens 3 000 Litern und unter 25 000 Litern liegt, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für die Füll- und Tankflächen, die mit Flächen kombiniert sind, auf denen mit Pflanzenschutzmitteln umgegangen wird, und die im Rahmen von landwirtschaftlichen Aktivitäten im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft eingerichtet sind, kann die Ableitung des Abwassers aus der

kombinierten Fläche in Abweichung von Absatz 1 und unbeschadet der Anwendung von Artikel 17 über zwei Kreisläufe erfolgen: einen spezifischen Kreislauf für die Pflanzenschutzmittelrückstände, der nicht über den Öl-/Wasserabscheider läuft, und einen zweiten Kreislauf für alle anderen Abwässer sowie das Regenwasser, der über den Öl-/Wasserabscheider läuft.“.

KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt

Art. 2 - Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt wird um die Ziffern 10, 11, 12, 13, 14 und 15 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

10° undurchlässige Fläche: eine mit einem undurchlässigen und mechanisch und chemisch widerstandsfähigen Material bedeckte Fläche, um jegliches Eindringen der Pflanzenschutzmittel und ihrer Zusatzstoffe in den Boden zu verhindern;

11° beauftragte Beratungsstelle: die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht "PROTECT" eau asbl“;

12° externer Leistungserbringer: ein dem Betrieb nicht angehörender Anbieter, der die im Betrieb gelagerten Abwässer und Rückstände mittels eines mobilen Behandlungssystems behandelt;

13° mit Krautvegetation bedeckter Boden: eine ebene Fläche, die mit einer dauerhaften, deutlich gekennzeichneten, und den Vorgängen zur Handhabung von Pflanzenschutzmitteln gewidmeten Krautvegetation bedeckt ist. Es darf sich unter keinen Umständen um einen mit Tieren besetzten Weidebereich handeln;

14° biologisches Substrat: eine Mischung aus verschiedenen Materialien, einschließlich organischer Materialien wie Stroh oder Kompost, deren Zusammensetzung und Textur die Entwicklung von Biomasse ermöglichen, die die Pestizidrückstände abbauen und gleichzeitig die Bildung von Präferenzkanälen vermeiden wird;

15° Behandlungssystem: ein physikalisches, chemisches oder biologisches Verfahren, das dazu bestimmt ist, Pflanzenschutzmittelrückstände zu behandeln, mit Ausnahme von Systemen, die auf dem Verdünnungsprinzip basieren.“.

Art. 3 - Artikel 12 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“ § 1. Die Handhabungen der beruflich benutzten Pflanzenschutzmittel und ihrer Zusatzstoffe finden auf dem Feld oder auf einem mit Krautvegetation bedeckten Boden oder auf einer undurchlässigen Fläche statt.

Das Wasser, das durch Pflanzenschutzmittel verseucht ist, und auf einer undurchlässigen Fläche verschüttet wurde, wird einem Behandlungssystem zugeführt. Es kann ebenfalls zwecks einer späteren Behandlung durch einen externen Leistungserbringer oder in Erwartung seines Abtransports durch einen kraft des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle zugelassenen Sammler gelagert werden.

Das Netz für die Sammlung des Wassers aus dieser Fläche ermöglicht es, das durch die Pflanzenschutzmittel verseuchte Wasser vom Niederschlagswasser abzusondern.

Die Länge und die Breite der undurchlässigen Fläche oder der aus einem mit Krautvegetation bedeckten Boden bestehenden Fläche entsprechen wenigstens der Länge und der Breite des Sprühgeräts mit eingeklapptem Gestänge, zuzüglich drei Metern, um dem beruflichen Benutzer zu ermöglichen, mühelos um das Sprühgerät herum zu gehen.“;

2° zwischen die Paragraphen 2 und 3 wird ein neuer Paragraph 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“ § 2/1. Wenn Pflanzenschutzmittelrückstände vor der Behandlung gelagert werden, findet diese Lagerung in einem Pufferbehälter statt, dessen Merkmale, abgesehen von dem Fassungsvermögen, den Bedingungen für das Rückhaltesystem nach Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der integralen Bedingungen im Bereich der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln genügen.

Dessen Fassungsvermögen ist ausreichend, um die Lagerung der Pflanzenschutzmittelrückstände vor deren Behandlung zu ermöglichen, und jedes Überlaufen des Behälters zu vermeiden.

Wenn der Pufferbehälter begraben ist, entsprechen seine Merkmale denjenigen nach Absatz 1, unbeschadet der spezifischen Verpflichtungen in Bezug auf die Präventivzonen für die Wasserentnahme, die in den Artikeln R.166 und R.167 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, angeführt sind.

Das in Absatz 2 erwähnte Fassungsvermögen wird auf der Grundlage des Gesamtvolumens der im Laufe eines Jahres anfallenden Pflanzenschutzmittelrückstände und der Behandlungskapazität des eingesetzten Behandlungssystems oder der Häufigkeit, mit welcher der Benutzer an einen externen Leistungserbringer oder einen zugelassenen Sammler nach Paragraph 1 appelliert, berechnet.“;

3° in Paragraph 3 werden die Wörter “sowie den Nachweis für die Abmessungen des Pufferbehälters“ zwischen die Wörter “diese Unterlagen“ und “den in Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Bediensteten“ eingefügt;

4° der Artikel wird um einen Paragraphen 4 und einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“ § 4. Die Bedingungen für die Einrichtung der undurchlässigen Fläche oder der aus einem mit Krautvegetation bedeckten Boden bestehenden Fläche werden unter Berücksichtigung der Abstände bestimmt, die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der integralen Bedingungen im Bereich der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln vorgesehen sind.

§ 5. Beim Füllen, Spülen und bei der Innen- und Außenreinigung des Sprühgeräts auf dem Felde sind die folgenden Bedingungen zu beachten:

1° zum Füllen des Behälters wird eine funktionsfähige Rückströmsperre entweder auf dem Behälter selbst, oder vom Sprühgerät getrennt installiert;

2° zur Spülung und Innenreinigung des Behälters und des Sprühkreislaufs wird ein Spülwasserbecken am Sprühgerät befestigt oder daran angeschlossen; dessen Mindestvolumen entspricht

a) entweder zehn Prozent des Nennvolumens des Behälters, wenn dieser mit einer internen Spüldüse ausgerüstet ist;

b) oder zwanzig Prozent des Nennvolumens des Behälters, wenn es keine interne Spüldüse gibt;

3° zur Außenreinigung werden ein am Sprühgerät befestigtes oder daran angeschlossenes Spülwasserbecken, das ebenfalls zum Spülen oder zur Innenreinigung des Behälters und des Sprühkreislaufs dienen kann, sowie eine an eine Pumpe angeschlossene Lanze oder Spritzpistole mit einem Schlauch, dessen Länge ausreicht, um ganz um das Sprühgerät herum arbeiten zu können, benutzt.“

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein Artikel 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 12/1 - Die undurchlässige Fläche kann zu anderen Zwecken benutzt werden als der Handhabung von Pflanzenschutzmitteln und der Reinigung des zum Sprühen von Pflanzenschutzmitteln benutzten Materials, unter der Bedingung, dass die verschiedenen Arten von Wasser oder Schadstoffen, die auf diese Fläche verschüttet werden, nicht mit den Pflanzenschutzmittelrückständen vermischt und in Übereinstimmung mit den geltenden Vorschriften behandelt bzw. entsorgt werden.

Diese Fläche darf nicht gleichzeitig zu unterschiedlichen Zwecken benutzt werden.“

Art. 5 - In denselben Erlass wird ein Artikel 13/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art.13/1 - Die in Artikel 12 § 1 Absatz 2 und 3 beschriebenen Ausrüstungen sind nicht verpflichtet, wenn die undurchlässige Fläche nur zum Füllen des Behälters benutzt wird, in dem die beruflich benutzten Pflanzenschutzmittel vor dem Sprühen mit Wasser vermischt werden, wenn dieser Behälter:

1° entweder mit einem System ausgerüstet ist, durch das der Füllvorgang automatisch gestoppt werden kann, wie z.B. einem Mengenzähler mit automatischer Abschaltung oder einem an die Wasserzufuhr angeschlossenen elektronischen Standmesser;

2° oder mit einem Zwischenbehälter mit klarem Wasser ausgestattet ist, dessen Höchstvolumen dem Volumen des Sprühgeräts entspricht;

3° oder mit einem System ausgerüstet ist, das die Aufmerksamkeit des Benutzers während des Füllvorgangs auf sich zieht, wie z.B. einer Alarmpfeife oder einem “no stress“-System, das der Benutzer während des Füllens ständig in der geeigneten Position halten muss.“

Art. 6 - In Artikel 14 desselben Erlasses werden die Wörter “einem Wasserlauf, einem Teich oder aus“ gestrichen.

Art.7 - In Kapitel II Abschnitt 4 Unterabschnitt 4 desselben Erlasses wird ein neuer Artikel 14/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 14/1 - § 1. Die beruflichen Benutzer von Pflanzenschutzmitteln geben jedes Jahr entweder mittels des Musterformulars nach Anhang 3 oder des Sammelantrags nach Artikel D.22 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft an, wie sie ihre Pflanzenschutzmittelrückstände behandeln.

Das Formular wird der Verwaltung per einfaches Schreiben oder per E-Mail an die im Formular angegebene Adresse zugestellt.

Wenn der berufliche Benutzer ein Behandlungssystem benutzt, geht er sicher, dass Letzteres je nach den Spezifikationen des Systems optimal dimensioniert ist. Die Elemente, welche die Dimensionierung ermöglicht haben, werden den in Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Bediensteten zur Verfügung gehalten. Es kann sich dabei um einen Bericht über eine auf Antrag des Benutzers durchgeführte technische Besichtigung durch die beauftragte Beratungsstelle handeln.

§ 2. Die beruflichen Benutzer vermerken die Art und Weise, wie sie ihre Pflanzenschutzmittelrückstände behandeln, in einem Register. Dieses Register umfasst mindestens die folgenden Informationen:

1° die Art des durchgeführten Vorgangs: jährliche Instandhaltung, Erneuerung des Substrats, Reparatur, Pufferlagerung, Behandlung oder Entsorgung von Rückständen;

2° das Datum des Vorgangs;

3° gegebenenfalls die Menge der gelagerten, behandelten oder entsorgten Rückstände sowie die in den Rückständen vorhandenen Pflanzenschutzmittel;

4° die Identifizierung der Person, welche die Produkte gehandhabt hat;

5° die Behandlungsmethode.“

Art. 8 - In Artikel 15 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Gegebenenfalls wird der in Absatz 1 erwähnte Vorgang anhand eines Tankspülsystems durchgeführt, das am Behälter montiert ist oder an ihn angeschlossen werden kann.“

Art. 9 - § 1. In Artikel 16 Paragraph 1 zweiter Absatz desselben Erlasses werden die Wörter “oder des Tankrückstands“ nach den Wörtern “der Restmenge“ eingefügt.

§ 2. In Artikel 16 § 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter “durch eine Anlage zur Behandlung“ werden durch die Wörter “durch ein System zur Behandlung“ ersetzt;

2° nach dem Wort “behandelt“ werden die Wörter “oder zwecks einer späteren Behandlung durch einen externen Leistungserbringer oder in Erwartung ihres Abtransports durch einen zugelassenen Sammler kraft des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle gelagert“ eingefügt.

Art. 10 - In Artikel 17 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

5° in Absatz 1 werden die folgenden Wörter zwischen die Wörter “im Hinblick auf deren Beseitigung durch einen zugelassenen Sammler“ und “aufbewahrt“ eingefügt:

“oder auf eine spätere Behandlung durch einen externen Leistungserbringer oder durch ein für unverdünnte Rückstände geeignetes Behandlungssystem, dies unbeschadet der Anwendung der Gesetzesvorschriften in Bezug auf Abfälle.“;

2° Artikel 17 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Insofern ihre volle Wirksamkeit erhalten bleibt, können die nicht verwendeten Totalherbizid-Brühen für eine spätere Anwendung im Rahmen einer lokalen Behandlung durch Sprühgeräte mit Zerstäuberlanze oder Rückenspritzen oder durch Auftragung auf Stümpfe aufbewahrt werden. Sie werden als gebrauchsfertige Pflanzenschutzmittel angesehen, und in dem Lagerraum für Produkte mit einer geeigneten Kennzeichnung aufbewahrt.

Wenn die nicht verwendete Brühe ein so großes Volumen aufweist, dass sie nicht im Lagerraum aufbewahrt werden kann, dann wird sie im Tank des Zerstäubers aufbewahrt, welcher auf der für das Füllen benutzten Fläche abgestellt bleibt.“

Art. 11 - In denselben Erlass wird ein Artikel 17/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art.17/1 - § 1. Das Restwasser aus den Behandlungssystemen wird weder in die Kanalisation noch in Oberflächen- oder Grundgewässer abgeleitet.

Das Restwasser wird entweder auf dem Felde oder auf einem mit Krautvegetation bedeckten Boden aufgebracht, oder für die Zubereitung einer späteren Totalherbizid-Behandlung unter der Verantwortung des Benutzers wiederverwendet.

Wird das Restwasser vor dessen Verwendung gelagert, dann erfolgt diese Lagerung:

1° entweder in dem für Tierzucht abwässer bestimmten Pufferbehälter unter Beachtung der geltenden Rechtsvorschriften in Bezug auf die Lagerung von Tierzucht abwässern, insbesondere des Programms für die nachhaltige Verwendung von Stickstoff in der Landwirtschaft;

2° oder in einem Pufferbehälter, dessen Eigenschaften, abgesehen von dem Fassungsvermögen, den Bedingungen in Bezug auf das Rückhaltesystem nach Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der integralen Bedingungen im Bereich der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln genügen.

§ 2. Das Substrat eines Behandlungssystems, das mittels eines biologischen Substrats funktioniert, wird beseitigt, indem es mit festen Tierzucht abwässern wie Mist oder Kompost aus grünen Abfällen oder städtischem Kompost vermischt wird. Das biologische Substrat, das im System benutzt wird, wird unter Einhaltung der vom Hersteller oder vom Berater gegebenen Vorschriften regelmäßig erneuert.

Das Substrat wird mit diesen organischen Bodenverbesserern unter Einhaltung eines Verhältnisses von höchstens ein Kubikmeter pro Hektar Anbau- oder Weidefläche aufgebracht, wobei die geltenden Rechtsvorschriften für das Ausbringen von organischen Bodenverbesserern, insbesondere das Programm für die nachhaltige Verwendung von Stickstoff in der Landwirtschaft einzuhalten sind.

Wenn das gesättigte Substrat vor dessen Ausbringung mit den oben genannten organischen Bodenverbesserern gelagert wird, werden in Bezug auf diese Lagerung die geltenden Rechtsvorschriften in Bezug auf die Lagerung von organischen Bodenverbesserern, insbesondere das Programm für die nachhaltige Verwendung von Stickstoff in der Landwirtschaft, eingehalten.

§ 3. Die Abfälle aus einem Behandlungssystem, insbesondere die Filtermedien, wie z.B. Aktivkohle, Membranen und Filter, oder flüssige oder feste Konzentrate aus physikalischen Trennverfahren, werden unter Einhaltung der geltenden Rechtsvorschriften für gefährliche Abfälle beseitigt."

Art. 12 - Artikel 18 desselben Erlasses wird um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Hinsichtlich der Bedingungen für die Einrichtung von Anlagen für die Lagerung von Pflanzenschutzmittelrückständen vor der Behandlung oder für die Lagerung von Abfällen oder Restwasser aus der Behandlung sowie für die Einrichtung der eigentlichen Behandlungssysteme werden die Abstände eingehalten, die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der integralen Bedingungen im Bereich der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln festgelegt sind."

Art. 13 - In denselben Erlass wird ein Anhang 3 eingefügt, der dem vorliegenden Erlass als Anhang I beigelegt ist.

KAPITEL III — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 14 - § 1. Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingerichteten Behandlungssysteme oder Anlagen für die Lagerung von Pflanzenschutzmittelrückständen, Restwasser oder Abfällen aus der Behandlung können weiterhin benutzt werden, insofern die in vorliegendem Artikel festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

§ 2. Binnen sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses informieren die Besitzer der in Paragraph 1 erwähnten Behandlungssysteme die Verwaltung mittels des in Anhang 2 des vorliegenden Erlasses angegebenen Musterformulars per Einschreiben mit Empfangsbestätigung über das System, über welches sie verfügen, und über das Anfangsdatum der Verwendung.

§ 3. Die in Paragraph 1 erwähnten Behandlungssysteme oder Anlagen für die Lagerung von Pflanzenschutzmittelrückständen, Restwasser oder Abfällen aus der Behandlung fügen der Umwelt keinen Schaden zu. Werden insbesondere vermieden:

1° jede direkte Ableitung in Oberflächen- oder Grundgewässer oder in Kanalisationen;

2° die Nichteinhaltung der Bedingungen in Bezug auf die Behandlung des Restwassers, der Substrate und der sonstigen Nebenprodukte aus der Behandlung nach Artikel 11 des vorliegenden Erlasses;

3° ein schlechter Zustand und eine schlechte Wartung des Systems einschließlich des Fehlens des in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Registers;

4° eine nicht geeignete und nicht angepasste Dimensionierung des Systems oder der Lagerung im Verhältnis zu den zur Zeit im Betrieb anfallenden Pflanzenschutzmittelrückständen.

Unbeschadet der Befugnisse der feststellenden Beamten nach Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches kann ein Bericht über eine auf Antrag des Benutzers durch die beauftragte Beratungsstelle durchgeführte technische Besichtigung die Einhaltung der in Paragraph 3 Absatz 1 festgelegten Bedingungen beweisen.

Alle Beweisstücke müssen den in Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bediensteten zur Verfügung gehalten werden.

Art. 15 - Artikel 12 § 1 Absatz 4 und Artikel 12 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt gelten nicht für die undurchlässigen Flächen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingerichtet worden sind.

Art. 16 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. April 2019.

Für die Regierung:

Der Minister-Präsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang I

Anhang III zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt

Mustererklärungsformular für berufliche Benutzer betreffend die Behandlung von Pflanzenschutzmittelrückständen

<p>Bitte zurückschicken an: SPW-DGARNE-DEE Cellule Intégration Agriculture & Environnement Avenue Prince de Liège, 15 5100 JAMBES (Namur)</p>
<p>(oder per E-Mail an: STEPHY.dgarne@spw.wallonie.be)</p>
<p>Der / Die Unterzeichnete,....., erklärt, dass er / sie im Jahre.... :</p>
<p>- sein / ihr Sprühmaterial an folgendem Ort gefüllt hat (*):</p>
<p>. entweder auf dem Felde;</p>
<p>. oder auf einem mit Krautvegetation bedeckten Boden;</p>
<p>. oder auf einer mit einem undurchlässigen und mechanisch und chemisch widerstandsfähigen Material bedeckten Fläche, die an ein Behandlungssystem für Pflanzenschutzmittelrückstände (abgekürzt STEPHY), oder eine Lagerungseinheit angeschlossen ist;</p>
<p>. nicht zutreffend (ich habe kein Sprühmaterial).</p>
<p>(*) : Unzutreffendes bitte streichen</p>
<p>- die Spül- und Reinigungsvorgänge (innen und außen) des Sprühmaterials an folgenden Orten durchgeführt hat:</p>
<p>. entweder auf dem Felde;</p>
<p>. oder auf einem mit Krautvegetation bedeckten Boden;</p>
<p>. oder auf einer mit einem undurchlässigen und mechanisch und chemisch widerstandsfähigen Material bedeckten Fläche, die an ein Behandlungssystem für Pflanzenschutzmittelrückstände (abgekürzt STEPHY), oder eine Lagerungseinheit angeschlossen ist;</p>
<p>. nicht zutreffend (ich habe kein Pflanzenschutzmittelrückstände).</p>
<p>(*) : Unzutreffendes bitte streichen</p>
<p>Datum</p>
<p>Unterschrift</p>

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 zur Abänderung verschiedener Erlasse hinsichtlich der Behandlung von Pflanzenschutzmittelrückständen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. April 2019

Für die Regierung:

Der Minister-Präsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang II

Erklärung über den Besitz einer vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingerichteten Behandlungsanlage für Pflanzenschutzmittelrückstände

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt

Kontaktdaten des/der Erklärenden:

.....

Anschrift der Anlage:

.....

Beschreibung der Anlage:

- Art der Anlage: (z.B.: selbstgebautes Biofilter)

.....

- Selbstgebautes System: ja / nein (Unzutreffendes bitte streichen)

Ich verpflichte mich, mein System zur Behandlung von Pflanzenschutzmittelrückständen unter Einhaltung der folgenden Bedingungen zu benutzen:

. Keine direkte Ableitung: das durch Pflanzenschutzmittel verseuchte Wasser darf unter keinen Umständen in ein Oberflächengewässer oder Grundwasser, an eine Wasserentnahmestelle, an ein Piezometer oder an eine Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation gelangen.

. Gegebenenfalls wird das Restwasser aus dem Behandlungssystem gemäß Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse hinsichtlich der Behandlung von Pflanzenschutzmittelrückständen behandelt.

. Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingerichteten Behandlungssysteme und Anlagen zur Lagerung von Pflanzenschutzmittelrückständen und Abfällen oder Restwasser aus der Behandlung werden in Übereinstimmung mit Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse hinsichtlich der Behandlung von Pflanzenschutzmittelrückständen behandelt.

. Das System befindet sich in gutem Zustand und wird gewartet. Die Vorgänge zur Instandhaltung des Behandlungssystems werden im Register gemäß Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse hinsichtlich der Behandlung von Pflanzenschutzmittelrückständen vermerkt.

. Das System wird abhängig vom Volumen der zur Zeit im Betrieb anfallenden Pflanzenschutzmittelrückstände dimensioniert.

Ich nehme zur Kenntnis, dass die zuständigen Dienststellen der Verwaltung ab dem Datum der Bestätigung des Eingangs dieses Dokuments bei der Verwaltung die Einhaltung dieser Bedingungen überprüfen können.

Datum und Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 zur Abänderung verschiedener Erlasse hinsichtlich der Behandlung von Pflanzenschutzmittelrückständen als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 11. April 2019

Für die Regierung:

Der Minister-Präsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202967]

11 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten betreffende het beheer van gevaar voor punctuele vervuiling in verband met de hantering van fytofarmaceutische producten en effluenten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de artikelen 4, 5, 7 en 8;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.161;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, artikel 6 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de verdeelinstallaties van vloeibare koolwaterstoffen met een vlampunt dat hoger is dan 55 °C en gelijk aan 100 °C of minder, voor motorvoertuigen, met het oog op andere handelsdoeleinden dan verkoop aan het publiek, zoals de verdeling van koolwaterstoffen voor motorvoertuigen in eigen beheer of voor eigen gebruik, met maximum twee pistolen en voor zover de opslagcapaciteit van de opslagplaats voor koolwaterstoffen gelijk is aan 3 000 liter of meer en kleiner is dan 25 000 liter;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidengebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu;

Gelet op het rapport van 4 december 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 13 februari 2018;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 1 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de verdeelinstallaties van vloeibare koolwaterstoffen met een vlampunt dat hoger is dan 55 °C en gelijk aan 100 °C of minder, voor motorvoertuigen, met het oog op andere handelsdoeleinden dan verkoop aan het publiek, zoals de verdeling van koolwaterstoffen voor motorvoertuigen in eigen beheer of voor eigen gebruik, met maximum twee pistolen en voor zover de opslagcapaciteit van de opslagplaats voor koolwaterstoffen gelijk is aan 3 000 liter of meer en kleiner is dan 25 000 liter

Artikel 1. Artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de verdeelinstallaties van vloeibare koolwaterstoffen met een vlampunt dat hoger is dan 55 °C en gelijk aan 100 °C of minder, voor motorvoertuigen, met het oog op andere handelsdoeleinden dan verkoop aan het publiek, zoals de verdeling van koolwaterstoffen voor motorvoertuigen in eigen beheer of voor eigen gebruik, met maximum twee pistolen en voor zover de opslagcapaciteit van de opslagplaats voor koolwaterstoffen gelijk is aan 3 000 liter of meer en kleiner is dan 25 000 liter, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In afwijking van het eerste lid en onverminderd de toepassing van artikel 17, voor de bevoorradingsplaatsen en de vullingsruimtes in combinatie met de ruimtes voor de hantering van fytofarmaceutische producten die in het kader van landbouwactiviteiten in de zin van artikel D.3, 1°, van het Waalse Landbouwwetboek, zijn vastgesteld, kan de

afwatering van de gecombineerde ruimte worden uitgevoerd volgens twee circuits: een specifiek circuit voor de fytofarmaceutische effluënten dat niet door de koolwaterstofafscheider gaat en een tweede circuit voor alle andere effluënten en regenwater dat door de koolwaterstofafscheider gaat

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidengebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu

Art. 2. Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidengebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu, wordt aangevuld met de punten 10°, 11°, 12°, 13°, 14° en 15°, luidend als volgt:

10° waterdichte ruimte: een ruimte die met een waterdicht alsook mechanisch en chemisch bestendig materiaal overdekt is om insijpeling in de grond van fytofarmaceutische producten en hun toevoegingsstoffen te voorkomen;

11° gedelegeerd adviesorgaan: de vzw "PROTECT'eau";

12° externe dienstverlener: een operator buiten het bedrijf die het op het bedrijf opgeslagen effluent behandelt met behulp van een mobiel behandelingssysteem;

13° bodem bedekt met een grasachtige vegetatie: een vlak oppervlak dat bedekt is met permanente grasachtige vegetatie, duidelijk geïdentificeerd en bestemd voor de hantering van fytofarmaceutische producten. Het mag in geen geval een weiland zijn dat door dieren wordt gebruikt;

14° biologisch substraat: een mengsel van verschillende materialen, met inbegrip van organische materialen zoals stro of compost, waarvan de samenstelling en textuur de ontwikkeling van biomassa mogelijk maken die de residuen van bestrijdingsmiddelen afbreekt en tegelijkertijd de vorming van preferentiële kanalen voorkomt;

15° behandelingssysteem: elk fysisch, chemisch of biologisch procédé voor de behandeling van fytofarmaceutische effluënten, met uitzondering van systemen die gebaseerd zijn op het verdunningsprincipe."

Art. 3. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt:

§ 1 De hanteringsverrichtingen van fytofarmaceutische producten voor beroepsgebruik en hun toevoegingsstoffen vinden plaats in een akker of op een bodem bedekt met een grasachtige vegetatie of een waterdichte oppervlakte.

Het door fytofarmaceutische producten verontreinigde water geloosd op de waterdichte oppervlakte wordt gedraineerd naar een behandelingssysteem. Het kan ook worden opgeslagen voor verdere behandeling door een externe dienstverlener of in afwachting van het ophalen door een ophaler die is erkend krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Dankzij de verzamelleiding voor water afkomstig van die oppervlakte kan het water verontreinigd door fytofarmaceutische producten afgezonderd worden van het regenwater

De lengte en breedte van de waterdichte oppervlakte of de oppervlakte bestaande uit een bodem bedekt met een grasachtige vegetatie moet ten minste gelijk zijn aan de lengte en breedte van het verstuivingsmateriaal, met de opprijplaten opgevouwen, verhoogd met drie meter om de professionele gebruiker in staat te stellen zich gemakkelijk over het verstuivingsmateriaal te bewegen.;

2° tussen paragraaf 2 en paragraaf 3 wordt een nieuw paragraaf 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

" § 2/1. Wanneer de fytofarmaceutische effluënten vóór de behandeling worden opgeslagen, wordt deze opslag uitgevoerd in een bufferopslagtank waarvan de kenmerken, met uitzondering van de capaciteit, identiek zijn aan de voorwaarden met betrekking tot de retentievoorziening zoals bepaald in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik

De capaciteit ervan is voldoende om de fytofarmaceutische effluënten vóór de behandeling op te slaan en overloop te voorkomen.

Indien de bufferopslagtank is begraven, zijn de kenmerken ervan identiek aan die welke in het eerste lid zijn omschreven, onverminderd de specifieke verplichtingen met betrekking tot de voorkomingsgebieden inzake waterwinning en opgenomen in de artikelen R.166 en R.167 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

De in lid 2 bedoelde capaciteit wordt berekend op basis van het totale volume van de in een jaar geproduceerde fytofarmaceutische effluënten en de verwerkingscapaciteit van het gebruikte behandelingssysteem of de frequentie waarmee de gebruiker een beroep doet op een externe dienstverlener of een erkende ophaler als bedoeld in lid 1.;

3° in paragraaf 3, worden de woorden "een het bewijs van de afmetingen van de bufferopslag" ingevoegd tussen het woord "bewijzen" en de woorden "ter beschikking".

4° het wordt aangevuld met de paragrafen 4 en 5, luidend als volgt:

" § 4. De voorwaarden voor het aanleggen van de waterdichte oppervlakte of de oppervlakte bestaande uit een bodem bedekt met een grasachtige vegetatie worden vastgesteld overeenkomstig de afstanden die zijn bepaald in artikel 4 het besluit van 13 juni 2013 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik

§ 5. Bij het vullen, spoelen of in- en uitwendige reiniging van het verstuivingsmateriaal in het veld wordt aan de volgende voorwaarden voldaan:

1° voor het vullen van de tank is een functioneel anti-terugkeersysteem geïnstalleerd op de tank zelf of losgekoppeld van de sproeier;

2° voor het spoelen en reinigen van de binnenkant van de tank en het sproeicircuit is een tank met spoelwater aan boord of aan te sluiten op de sproeiapparatuur uitgerust met een minimumvolume dat gelijk is aan:

a) tien procent van het nominale volume, indien de tank is uitgerust met een interne sproeikop;

b) twintig procent van het nominale volume van de tank, indien er geen interne sproeikop is;

3° voor de externe reiniging: een spoelwatertank aan boord of aan te sluiten op het verstuivingsmateriaal, dat ook kan worden gebruikt voor het spoelen of inwendig reinigen van de tank en het sproeicircuit, alsmede een lans of pistool met een slang die lang genoeg is om rond het verstuivingsmateriaal te kunnen werken en die is aangesloten op een pomp."

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12/1. De waterdichte oppervlakte mag worden gebruikt voor andere doeleinden dan het hanteren van fytofarmaceutische producten en het reinigen van materiaal dat voor de toepassing van fytofarmaceutische producten wordt gebruikt, op voorwaarde dat de verschillende soorten water of verontreinigende stoffen die op deze oppervlakte worden geloosd, niet worden gemengd met de fytofarmaceutische effluënten en worden beheerd in overeenstemming met de geldende wetgeving.

Deze oppervlakte kan niet tegelijkertijd voor meerdere doeleinden worden gebruikt.”.

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art.13/1. De in artikel 12, § 1, tweede en derde lid, bedoelde uitrustingen zijn niet verplicht wanneer de waterdichte oppervlakte alleen wordt gebruikt voor het vullen van de tank die bestemd is voor het mengen van fytofarmaceutische producten voor beroepsgebruik met water voordat deze worden toegepast, indien ze het volgende bevat:

1° hetzij een systeem waarmee het vullen automatisch kan worden gestopt, zoals een Volumeteller met automatische stop of een elektronische meter die op de watertoevoer is aangesloten

2° hetzij een intermediaire helderwatertank met een volume dat maximaal gelijk is aan het volume van de sproeier;

3° hetzij een systeem dat het mogelijk maakt de aandacht van de bediener tijdens het vullen vast te houden, zoals een fluitjesalarmsysteem of een “no stress”-systeem dat voortdurend door de bediener in zijn positie moet worden gehouden om het vullen mogelijk te maken.”.

Art. 6. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden “een waterloop, een vijver of” opgeheven.

Art.7. In hetzelfde besluit, in hoofdstuk II, afdeling 4, onderafdeling 4, wordt een nieuw artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art.14/1. § 1. Professionele gebruikers van fytofarmaceutische producten geven jaarlijks aan hoe zij hun fytofarmaceutische effluënten beheren, hetzij via het modelformulier bedoeld in bijlage 3, hetzij via de verzamelvraag in de zin van artikel D.22. van het Waalse landbouwwetboek.

Het formulier wordt per gewone post of per e-mail naar het op het formulier vermelde adres gestuurd.

Indien de professionele gebruiker een behandelingssysteem gebruikt, zorgt hij ervoor dat het voldoende gedimensioneerd is overeenkomstig de specificaties van het systeem. De elementen die de dimensionering mogelijk maakten, worden ter beschikking gehouden van de personeelsleden bedoeld in artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek. Dit kan een verslag zijn van een technisch bezoek dat op verzoek van de gebruiker door de gedelegeerde adviesinstelling is uitgevoerd.

§ 2. Professionele gebruikers houden een register bij van de wijze waarop zij hun fytofarmaceutische effluënten beheren. Dit register bevat ten minste de volgende informatie:

1° de aard van de uitgevoerde verrichtingen, met inbegrip van jaarlijks onderhoud, substraatvernieuwing, reparatie, bufferopslag, behandeling of verwijdering van de effluënten;

2° de datum van de verrichting;

3° indien van toepassing, de hoeveelheid opgeslagen, behandeld of verwijderd effluent en de in het effluent aanwezige fytofarmaceutische producten;

4° de operatoridentificatie;

5° de behandelingsmethode.”.

Art. 8. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“ In voorkomend geval kan de in lid 1 bedoelde handeling worden uitgevoerd met behulp van een spoelingsysteem van de kannen, dat op de verplaatsbare tank geplaatst wordt of erop aansluitbaar is.”.

Art. 9. § 1. In artikel 16, paragraaf 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “of resterende tankbodem” ingevoegd tussen de woorden “de tankbodem” en de woorden “voortvloeiend uit een eerste gebruik”.

§ 2. In artikel 16, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “een installatie” vervangen door de woorden “een systeem”;

2° na de woorden “fytofarmaceutische effluënten” worden de volgende woorden toegevoegd “of opgeslagen met het oog op verdere behandeling door een externe dienstverlener of in afwachting van een verwijdering door een ophaler die is erkend krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.”.

Art. 10. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

“ of met het oog op verdere behandeling door een externe dienstverlener of door een behandelingssysteem dat is aangepast aan onverdunde effluënten, onverminderd de toepassing van de afvalstoffenwetgeving;

2° artikel 17 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“Op voorwaarde dat zij hun volledige doeltreffendheid behouden, kan de ongebruikte totale herbicidenpap voor verder gebruik als gelokaliseerde behandeling met een sproeislang of een rugsproeier of door boomstronken in te spuiten of te borstelen worden behouden. Ze worden beschouwd als kant-en-klare fytofarmaceutische producten en worden opgeslagen in de opslagruimte van de producten met een adequate identificatie.

Als de hoeveelheid ongebruikte pap zodanig is dat opslag in de opslagruimte niet mogelijk is, wordt deze in de sproeitank bewaard die op de vulruimte geparkeerd blijft.”.

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt een artikel 17/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art.17/1. § 1. Restwater afkomstig van behandelingssystemen wordt niet geloosd in rioleringen of in oppervlakte- of grondwater.

Restwater wordt ofwel op het veld of op een bodem bedekt met een grasachtige vegetatie toegepast of hergebruikt voor de bereiding van een latere totale herbicidenbehandeling onder de verantwoordelijkheid van de gebruiker.

In geval van opslag van restwater vóór toepassing wordt de opslag uitgevoerd:

1° hetzij, in de bufferopslagtank voor dierlijke mest overeenkomstig de geldende wetgeving voor de opslag van dierlijke mest, met name het programma voor het duurzaam beheer van stikstof in de landbouw;

2° hetzij, in een bufferopslagtank waarvan de kenmerken, met uitzondering van de capaciteit, identiek zijn aan de voorwaarden met betrekking tot de retentievoorziening zoals bepaald in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik.

§ 2. De substraten van een verwerkingssysteem dat werkt met een biologisch substraat worden gemengd met vaste dierlijke mest, zoals mest en groenafval of stadscompost. Het biologische substraat dat het systeem voedt wordt regelmatig vernieuwd volgens de specificaties van de fabrikant of adviseur

De substraten worden met deze organische grondverbeteringsmiddelen verspreid met een maximum van één kubieke meter per hectare gewas of grasland in overeenstemming met de geldende wetgeving voor de verspreiding van organische grondverbeteringsmiddelen, met name het programma voor het duurzame beheer van stikstof in de landbouw

Wanneer verzadigde substraten vóór de verspreiding met de bovengenoemde organische grondverbeteringsmiddelen worden opgeslagen, moet de opslag voldoen aan de geldende wetgeving inzake de opslag van deze organische grondverbeteringsmiddelen, met name het programma voor het duurzaam beheer van stikstof in de landbouw.

§ 3. Afval van een behandelingssysteem, met name filterhouders zoals actieve kool, membranen en filters, of vloeibare of vaste concentraten van fysische scheidingsprocessen, moet worden verwijderd in volgens de toepasselijke wetgeving inzake gevaarlijke afvalstoffen.”.

Art. 12. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met tweede lid, luidend als volgt:

“De voorwaarden voor de vestiging van de installaties voor de opslag van fytofarmaceutische effluënten voor de behandeling of voor de vestiging van opslagfaciliteiten voor afval- of restwater van de behandeling en voor de vestiging van behandelingssystemen zelf, worden vastgesteld overeenkomstig de afstanden die zijn bepaald in artikel 4 van het besluit van 13 juni 2013 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik.”.

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 3 ingevoegd die als bijlage I bij dit besluit is gevoegd.

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen.*

Art. 14. § 1. Behandelingssystemen of opslagfaciliteiten voor fytofarmaceutische effluënten, restwater of behandelingsafvalstoffen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn geïnstalleerd, blijven bruikbaar, mits aan de in dit artikel genoemde voorwaarden wordt voldaan.

§ 2. De houders van de in paragraaf 1 bedoelde behandelingssystemen stellen de administratie binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit per aangetekende zending met ontvangstbewijs in kennis van het type systeem dat wordt gehanteerd en de begindatum van het gebruik volgens het modelformulier in bijlage 2 bij dit besluit.

§ 3. Behandelingssystemen of opslaginstallaties voor fytofarmaceutische effluënten, restwater of afval van de in paragraaf 1 bedoelde behandeling zijn niet schadelijk voor het milieu, zoals:

1° elke directe lozing in oppervlaktewater, grondwater of rioolwater;

2° de niet-naleving van de voorwaarden voor het beheer van restwater, substraten en andere behandelingsbijproducten overeenkomstig artikel 11 van dit besluit;

3° een slechte staat en onderhoud van het systeem, met inbegrip van het ontbreken van het in artikel 7 van dit besluit bedoelde register;

4° een ontoereikende en ongeschikte dimensionering van het systeem of opslag in verhouding tot de hoeveelheid fytofarmaceutische effluënten die momenteel op het bedrijf wordt geproduceerd.

Onverminderd de bevoegdheden van de vaststellende beampten als bedoeld in artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek, kan een verslag van een technisch bezoek dat op verzoek van de gebruiker door de gedelegeerde adviesinstelling is uitgevoerd, getuigen van de naleving van de in paragraaf 3, eerste lid, gestelde voorwaarden.

Alle bewijsstukken moeten ter beschikking worden gehouden van de personeelsleden bedoeld in artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 15. Artikel 12, § 1, vierde lid, en artikel 12, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidengebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu, zijn niet van toepassing op de waterdichte oppervlakten die zijn ingericht vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 16. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO